



Cabinet de la Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de la Loterie Nationale et de la Politique scientifique

Kabinet van de Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid

Bruxelles, le 05 juin 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le socio-économique doit rester une priorité pour les prochaines années

La Ministre fédérale du Budget, Sophie Wilmès, a pris connaissance des rapports adressés à la Belgique par la Commission européenne dans le cadre du semestre européen. Dans ces rapports, les autorités européennes rappellent que le niveau de la dette publique belge reste particulièrement élevé comparé à la moyenne européenne et met en lumière les enjeux socio-économiques qui devront occuper les prochains exécutifs, en vue de continuer le travail entamé sous cette législature.

Sur la dette publique et la réduction des déficits, la Ministre Wilmès déclare : « *la Commission reconnaît bien l'amélioration de la situation budgétaire de la Belgique depuis 2014 mais considère que, si on appliquait une lecture stricte des règles européennes, le rythme d'assainissement aurait dû être plus soutenu entre 2017 et 2018. Ce fut l'objet du courrier qui nous a été adressé la semaine passée. Nous y avons répondu en détaillant précisément - ce que j'appelle - notre politique d'assainissement 'raisonnée et raisonnable' qui concilie des mesures budgétaires avec une série de réformes qui consolide notre économie et notre modèle social pour les années à venir.* »

Ainsi, selon les derniers chiffres en sa possession, la Ministre rappelle que le déficit nominal est passé de -3,1% du PIB à -0,7% en l'espace de quatre ans. Le déficit structurel est, quant à lui, passé de -2,8% à -0,9%. Enfin, la dette publique qui ne cessait d'augmenter depuis 2008 a finalement entamé une courbe descendante, passant ainsi de 107% en 2014 à 102% en 2018. Certes, la Commission européenne a présenté quelques variations avec le calcul du solde structurel mais Sophie Wilmès l'explique par des différences de modèles : « *ce n'est pas la première fois et je l'ai très souvent expliqué. Si ses différences existent, je constate que la Commission finit toujours par se ranger du côté de nos chiffres. Il faut donc rester prudent.* »

La Commission européenne relève trois points d'attention concernant la Belgique. Notre pays doit continuer d'assainir ses finances publiques, entamer de nouvelles réformes sur le marché du travail et lancer un plan d'investissements. La Ministre Sophie Wilmès partage entièrement ces préoccupations : « *ces trois points d'attention sont de sérieuses balises pour les prochains gouvernements. Le Gouvernement Michel s'était inscrit pleinement dans cette réflexion. Preuve en est avec la réforme de la loi de 1996, le travail flexible, le Pacte national pour les Investissements stratégiques, etc. Malheureusement, la chute du gouvernement fédéral n'a pas permis de franchir des étapes supplémentaires dans ce travail ; par exemple, en termes budgétaires puisque le Budget 2019 n'a pas été adopté.* »

Contact Presse :

Steve DETRY – Directeur Communication

+32 (0) 473 56 77 04

steve.detry@wilmes.fed.be

Sophie Wilmès sur Twitter @sophie_wilmes

En vue des prochains exercices budgétaires, la Ministre du Budget rappelle son attachement à l'application du *spending review* comme méthode de travail : « *j'ai demandé assistance à l'Europe pour instaurer la méthode du spending review en Belgique. Ce procédé a pour objectif d'analyser périodiquement chaque dépense de l'État du point de vue de son efficacité réelle sur le terrain. Dès lors, nous pourrons passer d'économies purement linéaires à une stratégie d'économies bien ciblées, justifiées par des principes de coût/efficacité. Cela nous permettra donc de franchir un seuil en termes d'assainissement budgétaire et de réallocation des moyens. Sur le plan philosophique, je pense également que ça rencontre la volonté des citoyens d'avoir un État plus efficace et consciencieux.* »

« *À l'heure où certaines tentations institutionnelles peuvent resurgir dans un contexte politique plus compliqué, je reste convaincue que nous devons rester concentrés sur les enjeux mis en évidence par la Commission. Nous ne pourrons pas définir, par exemple, une politique climatique ambitieuse qui investit entre autres dans la transition énergétique sans économie viable. Notre modèle social ne pourra pas non plus rester soutenable si des sujets comme le vieillissement de la population, les métiers en pénurie ou encore le taux d'emploi plus faible de certaines catégories de personnes ne sont pas pris à bras-le-corps. C'est le message de l'Europe et je pense que nous devons l'entendre.* » conclut Sophie Wilmès.